

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/1006
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n°2111-1° de la nomenclature;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2005, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « COLLET Yvon », l'autorisant à exploiter en PLELO au lieu-dit « La Ville Andonnet » un élevage avicole de 62125 animaux équivalents (poulets de chair ou poulettes démarrées) sous réserve que la rotation des productions sur les 4 poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 9319 unités par an;
- VU la demande présentée le 16 juin 2010 par l'installation classée « **COLLET Yvon** », sise « 33 rue Gustave Gilbert » en PLELO, en vue de la restructuration interne d'un élevage avicole autorisé, sans modification du nombre d'animaux équivalents soit un cheptel de 62125 animaux équivalents (poulettes ou poulets de chair) ainsi que la mise à jour de la gestion des déjections, en en PLELO au lieu-dit « La Ville Andonnet » (Section YS n°61 (élevage) et YT N°65 (unité));

- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 13 janvier 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 4 février 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, et à moins de 35 mètres d'un cours d'eau,

CONSIDERANT que l'élevage est déjà autorisé,

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du Leff ;

CONSIDERANT l'attribution de 2817 UN par la C.D.O.A. du 26 juin 2008 ,

CONSIDERANT que l'effectif n'évolue pas par rapport à l'autorisation précédente et que seul le nombre de bandes augmente,

CONSIDERANT que l'unité de fabrication d'engrais (hangar) prévue dans l'arrêté du 6 décembre 2005 n'a jamais été construite,

CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose également d'une plate forme stabilisée de 1000 m2, aménagée au lieu et place de l'unité de fabrication prévue et non aménagée ,

CONSIDERANT que le nouveau plan de gestion des déjections est présenté avec un épandage sur les terres mises à disposition par un prêteur, M. LE TACON Alain de PLOUBAZLANEC , et un contrat de reprise de fumier en l'état avec la Sté HUON de Bégard,

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de CHATELAUDREN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 12133 UN et 10086 UP205, gérées de la façon suivante : 11083 UN et 9124 UP205 sous forme de fumier, seront transférées via la Sté HUON dans des cantons où la charge en azote est inférieure à 140 UN/ha, 1050 UN et 873 UP205 seront mise à disposition sur les terres d'un prêteur ;

CONSIDERANT la convention de commercialisation de fumier signé le 11 juin 2010 avec les établissements HUON (11083 UN et 9213 UP205, soit 260 T de fumier de poulettes sur paille),

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2005, sont modifiées comme suit :

« Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **COLLET Yvon** », sise au 33, rue Gustave Gilbert en PLELO , à exploiter au lieu-dit « La Ville Andonnet » (section YS n°61 en PLELO à moins de 100 mètres des tiers les plus proches et à moins de 35 m d'un ruisseau , conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, **un élevage avicole dont la capacité maximale est de 62125 animaux équivalents répartis en 62 125 poulettes au sol ou poulets de chair en présence simultanée,**

** sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 12 133 unités par an.*

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 , modifié visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2005, sont modifiées comme suit :

« 2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ,

2.2. - Aménagement des bâtiments:

2.2.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser: 3 537 m²

2.2.2 - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.2.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2.4 - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2.5 - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type C.

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.3.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.4. - *Transfert des effluents bruts :*

2.4.1. - Les fumiers seront repris en l'état par un prestataire de service. Ils seront acheminés en vue de leur transformation vers une unité de fabrication d'engrais organique régulièrement autorisée par rapport à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

2.4.2. Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- a) - Date d'enlèvement du site
- b) - Nom, adresse et coordonnées du repreneur et/ou destinataire final.
- c) - Le type de produit (fientes, fumier, compost...)
- d) - Le nom du transporteur
- e) - Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m3

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- a) - La date de départ
- b) - Le type de produit
- c) - Les quantités enlevées en tonnes et en m3
- d) - La désignation du transporteur
- e) - La dénomination de l'exploitant, son adresse
- f) - Les coordonnées de la société qui assure la commercialisation

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par

la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation.

2.5. - *Stockage et épandage des effluents bruts.*

A/ Pour les fumiers épandus:

2.5.1.- Le stockage au champ est possible sur les parcelles du plan d'épandage, il doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétoires).

2.5.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

- 2.5.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.
- 2.5.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.
- 2.5.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

B/ Pour les fumiers repris en vue de leur transformation:

- 2.5.6. - Tout stockage dans le milieu extérieur est interdit.».

ARTICLE 3 -

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2005, sont modifiées comme suit :

« Les prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de culture sont supprimées. ».

ARTICLE 4 –

Les dispositions de l'article 4^{ème} de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2005, sont modifiées comme suit :

« Epandage dans un canton dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités : 1050 unités. »

ARTICLE 5 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 06 décembre 2005 restent inchangées.

ARTICLE 6 –

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives municipales de PLELO pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLELO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLELO, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 14 Février 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général ,
Signé : Philippe de Gestas-Lespéroux